

**Art. 14.** In artikel 14 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 14 mei 2009, worden de woorden « artikel 10, derde lid » vervangen door de woorden « artikel 10, vierde lid ».

**Art. 15.** In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 7 mei 2009 en 14 mei 2009, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in paragraaf 1, eerste lid, worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « derde lid »;

2° in paragraaf 1, tweede lid, 6°, worden de woorden « artikel 5, 3°, a) of b) » vervangen door de woorden « artikel 5, 3° »;

3° in paragraaf 2, tweede lid, worden de woorden « eerste lid » vervangen door de woorden « derde lid »;

4° in paragraaf 2, tweede lid, 6°, worden de woorden « artikel 5, 3°, a) of b) » vervangen door de woorden « artikel 5, 3° ».

**Art. 16.** Dit besluit treedt in werking op 1 juli 2014.

**Art. 17.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,

J.-C. MARCOURT

**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[2015/201245]

**26 FEVRIER 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution dudit décret**

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, les articles 3, § 3, 4, alinéa 2, 5, § 4, alinéa 2, et 6;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 décembre 2014;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 22 janvier 2015;

Vu le rapport du 15 décembre 2014 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n° 57.030/2 du Conseil d'Etat, donné le 11 février 2015, en application de l'article 84, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant le Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 3, § 3, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir les articles 1<sup>er</sup> et 2 du présent arrêté) adapter le décret en vue d'en assurer la conformité aux règles communautaires adoptées au titre des dispositions prévues aux articles 107 à 109 du traité;

Considérant qu'en vertu de l'article 4, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 6 du présent arrêté), eu égard aux principes et objectifs du développement durable, préciser de manière fine les secteurs ou parties de secteurs exclus, visés à l'article 4 du décret du 11 mars 2004 précité afin de ne pas nuire aux intérêts d'entreprises comprises dans certains sous-secteurs que le Gouvernement reconnaît comme essentiels pour le développement de la Région;

Considérant qu'en vertu de l'article 5, § 4, alinéa 2, du décret du 11 mars 2004 précité, le Gouvernement entend utiliser l'habilitation spéciale qui lui est conférée pour (voir l'article 7 du présent arrêté) déterminer les investissements exclus en tenant compte de la prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes spécifiques en matière d'investissements, du rattachement territorial de ceux-ci et de leur permanence en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emplois;

Considérant, en effet, que le Gouvernement, lorsqu'il détermine de manière générale les conditions réglementaires visées à l'article 7 du présent arrêté, poursuit des objectifs qui sont liés aux effets que les programmes d'investissements ont sur chacune des composantes du développement durable;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'assurer un minimum de financement des programmes peut s'expliquer, au travers des trois composantes du développement durable par le souci de responsabiliser les entreprises dans la mise en œuvre de leurs projets et par les principes généraux liés aux cumuls de subventions publiques;

Qu'en effet, l'obligation pour les entreprises d'être dans une situation financière saine peut s'expliquer également au travers des trois composantes du développement durable par la poursuite par le Gouvernement des objectifs liés au principe supérieur d'utilisation des deniers publics de manière efficiente;

Considérant que le Gouvernement peut exclure certains investissements qui ne correspondent pas aux objectifs de prise en considération équilibrée des composantes du développement durable, des règles européennes en la matière, de rattachement à des ressorts territoriaux considérés comme zones de développement et de maintien de ceux-ci en vue d'assurer la consolidation ou la création d'emploi;

Considérant qu'il est fondamental d'assurer, après le 30 juin 2014, la continuité dans l'octroi des aides à l'investissement à finalité régionale et de conférer une base légale aux demandes d'aides introduites dès le 1<sup>er</sup> juillet 2014 afin de garantir ainsi la sécurité juridique;

Qu'en l'absence de pareille base légale, il y aurait lieu de considérer que toutes les demandes introduites à partir 1<sup>er</sup> juillet 2014 jusqu'à l'entrée en vigueur du décret et du ou des arrêtés wallons transposant le règlement précité devraient être réintroduites;

Que le principe de l'effet incitatif, consacré par l'article 6 du règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 précité, doit s'apprécier à la date d'introduction de la demande d'aide;

Que dès lors si ces demandes devaient s'avérer dépourvues de base légale, l'effet incitatif ne pourrait plus, le cas échéant, être justifié par les entreprises demanderesse dès lors qu'elles seraient contraintes de réintroduire une demande à la suite de l'adoption ultérieure de l'arrêté leur conférant une base légale;

Qu'une demande d'aide n'implique en aucun cas de droit acquis à l'aide;

Que la nouvelle carte des aides à finalité régionale 2014-2020 s'inscrit dans la prolongation de la carte 2007-2013, la sélection des communes éligibles ayant été opérée au départ des zones actuellement couvertes et que la politique d'aides à finalité régionale est une des lignes de force du Plan Marshall 2022, de telle sorte que la cohérence entre ces différentes politiques a été prise en considération;

Qu'une suspension du régime d'aide à finalité régionale serait préjudiciable à la réalisation des objectifs de ces politiques et que, dès lors, toutes les mesures visant à éviter cette suspension doivent être mises en œuvre;

Que, au vu de ce qui précède, il importe que la réglementation wallonne rétroagisse au 1<sup>er</sup> juillet 2014;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Modifications du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises*

**Article 1<sup>er</sup>.** Dans l'article 3, § 2, alinéa 1<sup>er</sup>, du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 12 décembre 2008, les mots « l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 de la Commission du 6 août 2008 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché commun en application des articles 87 et 88 du traité (Règlement général d'exemption par catégorie), ci-après dénommée l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aide compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommée, « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 » ».

**Art. 2.** Dans l'article 11 du même décret, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon du 15 avril 2005 et du 12 décembre 2008, les mots « l'annexe I<sup>re</sup> du Règlement (CE) n° 800/2008 », sont remplacés par les mots « l'annexe I du Règlement (UE) n° 651/2014 ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises*

**Art. 3.** Dans l'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 mai 2004 portant exécution du décret du 11 mars 2004 relatif aux incitants régionaux en faveur des grandes entreprises, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 29 septembre 2005, 27 avril 2006, 6 décembre 2006 et 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 8<sup>o</sup>, 9<sup>o</sup>, 10<sup>o</sup> et 11<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 8<sup>o</sup> l' « Administration » : la Direction générale opérationnelle Economie, Emploi et Recherche du Service public de Wallonie;

9<sup>o</sup> le « fonctionnaire délégué » : l'un des fonctionnaires visés à l'article 3 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 8 octobre 2009 relatif aux délégations de pouvoirs aux agents statutaires du Service public de Wallonie en tenant compte des règles en matière d'absence ou d'empêchement visés aux articles 4 et 5 dudit arrêté;

10<sup>o</sup> les « zones de développement » : les zones de développement définies, en vertu de l'article 3, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, du décret et visées à l'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020;

11<sup>o</sup> le « Code NACE-BEL » : la nomenclature d'activités économiques élaborée par l'Institut national des Statistiques (NACE-BEL 2008) dans un cadre européen harmonisé, imposé par le Règlement (CEE) n° 3037/90 du 9 octobre 1990 du Conseil relatif à la nomenclature statistique des activités économiques dans la Communauté européenne, modifié par le Règlement (CEE) n° 761/93 de la Commission du 24 mars 1993, le Règlement (CE) n° 29/2002 du 19 décembre 2001, le Règlement (CE) n° 1882/2003 du Parlement européen et du Conseil du 29 septembre 2003 et le Règlement (CE) n° 1893/2006 du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006; »;

b) le 16<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 16<sup>o</sup> le « début des travaux » : soit le début des travaux de construction liés à l'investissement, soit le premier engagement juridiquement contraignant de commande d'équipement ou tout autre engagement rendant l'investissement irréversible, selon l'événement qui se produit en premier; »;

c) l'alinéa est complété par le 21<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 21<sup>o</sup> l'« activité identique ou similaire » : toute activité relevant de la même catégorie (Code à quatre chiffres) du Code NACE-BEL. ».

**Art. 4.** L'article 1<sup>er</sup>bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 6 décembre 2006 et modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 1<sup>er</sup>bis. Les incitants octroyés en vertu du décret et conformément aux dispositions du présent arrêté sont conformes au Règlement (UE) n° 651/2014 de la Commission du 17 juin 2014 déclarant certaines catégories d'aides compatibles avec le marché intérieur en application des articles 107 et 108 du traité, ci-après dénommé, « Règlement (UE) n° 651/2014 » et aux plafonds d'aides fixés par l'arrêté du Gouvernement wallon du 29 janvier 2015 déterminant les zones de développement dans le respect de l'article 107, § 3, point c, du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne et les plafonds d'aides fixés conformément aux lignes directrices concernant les aides à finalité régionale pour la période 2014-2020. ».

**Art. 5.** Dans l'article 3 du même arrêté sont apportées les modifications suivantes :

a) le 1<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 1<sup>o</sup> le « siège d'exploitation » : l'unité d'établissement telle que visée à l'article 2, 6<sup>o</sup>, de la loi du 16 janvier 2003 portant création d'une Banque-Carrefour des Entreprises, modernisation du registre de commerce, création de guichets-entreprises agréés et portant diverses dispositions; »;

b) le 5<sup>o</sup> est remplacé par ce qui suit :

« 5<sup>o</sup> la « personne morale de droit public » : la personne morale qui remplit les cinq critères suivants :

a) être créée ou agréée par les pouvoirs publics;

b) être chargée d'un service public;

c) ne pas faire partie du pouvoir judiciaire ou législatif;

d) être contrôlée ou déterminée dans son fonctionnement par les pouvoirs publics;

e) pouvoir prendre des décisions obligatoires à l'égard des tiers. ».

**Art. 6.** L'article 4 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 4. L'entreprise et le programme d'investissements afférents aux domaines d'activités exclus du bénéfice de la prime en vertu de l'article 4 du décret sont précisés par rapport aux secteurs ou parties de secteurs repris aux divisions, classes et sous-classes suivantes :

1<sup>o</sup> 01.1 à 01.5 du Code NACE-BEL, sauf si les investissements portent sur des domaines d'activités relatifs à la transformation et la commercialisation de produits agricoles et n'ayant pas accès aux aides régionales à l'agriculture;

2<sup>o</sup> 05.100 à 06.200 du Code NACE-BEL;

3<sup>o</sup> 07.210 du Code NACE-BEL;

4<sup>o</sup> 08.920 du Code NACE-BEL;

5<sup>o</sup> 09.100 du Code NACE-BEL;

6<sup>o</sup> 09.900 du Code NACE-BEL pour les services de soutien exécutés pour le compte de tiers liés à l'extraction de houille et de lignite;

7<sup>o</sup> 19.200 du Code NACE-BEL pour la fabrication de briquettes de tourbe et la fabrication de briquettes de houille et de lignite;

8<sup>o</sup> 20.130 du Code NACE-BEL pour l'enrichissement de minerais d'uranium et de thorium;

9<sup>o</sup> 24.46 du Code NACE-BEL;

10<sup>o</sup> 35 à 36 du Code NACE-BEL;

11<sup>o</sup> 38.12 du Code NACE-BEL pour la collecte de déchets nucléaires;

12<sup>o</sup> 38.222 du Code NACE-BEL pour le traitement, l'élimination et le stockage de déchets radioactifs nucléaires sauf s'il s'agit de traitement et d'élimination de déchets radioactifs transitoires des hôpitaux, c'est-à-dire qui se dégraderont au cours du transport;

13<sup>o</sup> 41.1 et les activités immobilières reprises au Code 42 du Code NACE-BEL;

14<sup>o</sup> 45.11 à 45.40, du Code NACE-BEL;

15<sup>o</sup> 46.11 à 46.19 du Code NACE-BEL;

16<sup>o</sup> 47 du Code NACE-BEL;

17<sup>o</sup> 49.10 à 49.41 du Code NACE-BEL;

18<sup>o</sup> 50.10 à 51.22 du Code NACE-BEL;

19<sup>o</sup> 52.21 du Code NACE-BEL pour l'exploitation d'aires de stationnement, de parcs à voitures ou à vélos;

20<sup>o</sup> 53.10 du Code NACE-BEL;

21<sup>o</sup> 55 à 56.3, à l'exception des classes 55.10 et 56.29 et de la sous-classe 55.202 du Code NACE-BEL;

22<sup>o</sup> 59, à l'exception des classes 59.11, 59.12, et des sous-classes 59.202, 59.203 et 59.209 du Code NACE-BEL;

23<sup>o</sup> 60 du Code NACE-BEL;

24<sup>o</sup> 63.9 du Code NACE-BEL;

25<sup>o</sup> 64 à 68 du Code NACE-BEL;

26<sup>o</sup> 69 du Code NACE-BEL;

27<sup>o</sup> 71.11 du Code NACE-BEL;

28<sup>o</sup> 71.122 du Code NACE-BEL;

29<sup>o</sup> 74.202 du Code NACE-BEL;

30<sup>o</sup> 75 du Code NACE-BEL;

31<sup>o</sup> 77 du Code NACE-BEL;

32<sup>o</sup> 79 du Code NACE-BEL;

33<sup>o</sup> 81.100 du Code NACE-BEL;

34<sup>o</sup> 85 à 88 du Code NACE-BEL ainsi que les activités qui consistent en la délivrance de cours de formation ou l'organisation de séminaires;

35<sup>o</sup> 90 à 93, à l'exception des sous-classes 91.041, 91.042 et 93.212 du Code NACE-BEL ainsi que des exploitations de curiosités touristiques;

36<sup>o</sup> 94 à 98, à l'exception de la sous-classe 96.011 du Code NACE-BEL;

37<sup>o</sup> les exploitations agricoles et les sociétés coopératives de transformation et de commercialisation ayant accès aux aides à l'agriculture;

38<sup>o</sup> l'activité de grande distribution dont l'objet principal est la vente de biens aux particuliers;

39<sup>o</sup> le secteur de la sidérurgie tel que défini à l'article 2, point 43, du Règlement (UE) 651/2014;

40<sup>o</sup> le secteur des fibres synthétiques tel que défini à l'article 2, point 44, du Règlement (UE) 651/2014;

41<sup>o</sup> le secteur de la construction navale.

Le Ministre peut préciser le contenu des divisions, classes ou sous-classes exclus ainsi que les notions visées à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

La référence au Code NACE-BEL constitue une présomption d'appartenance de l'entreprise ou de son programme d'investissements aux domaines d'activités. L'entreprise peut établir que le Code NACE-BEL qui lui est attribué ne correspond pas à son domaine d'activités ou au programme d'investissements projeté et qu'elle a effectué auprès de la Banque-Carrefour des Entreprises des démarches en vue de se voir attribuer un ou plusieurs autres Codes. ».

**Art. 7.** Dans l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 6 décembre 2006 et 12 décembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

a) les 2<sup>o</sup>, 3<sup>o</sup> et 4<sup>o</sup> sont remplacés par ce qui suit :

« 2<sup>o</sup> attester par une déclaration sur l'honneur du responsable de l'entreprise que l'entreprise assure un minimum de vingt-cinq pourcent du financement du programme d'investissements sans faire l'objet d'aucun soutien public; l'entreprise pouvant, le cas échéant, être invitée par l'Administration à produire les documents et preuves nécessaires lorsque le dossier est reconnu éligible au terme de la réglementation;

3<sup>o</sup> ne pas être une entreprise en difficulté au sens de l'article 2, point 18, du Règlement n<sup>o</sup> 651/2014;

4<sup>o</sup> introduire une demande de prime avant le début des travaux liés au programme d'investissement selon les modalités visées à l'article 8; »;

b) au 5<sup>o</sup>, les mots « marché commun. » sont remplacés par les mots « marché intérieur; »;

c) l'alinéa est complété par les 6<sup>o</sup>, 7<sup>o</sup> et 8<sup>o</sup> rédigés comme suit :

« 6<sup>o</sup> réaliser un programme d'investissement en faveur d'une nouvelle activité économique tel que définie à l'article 2, point 51, du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 651/2014;

7<sup>o</sup> ou réaliser un programme d'investissement visant la diversification d'activités au niveau de l'évolution technologique du produit, l'adaptation du produit pour répondre à des débouchés commerciaux non encore exploités ou la diversification générale du processus de production;

8<sup>o</sup> ne pas avoir cessé une activité identique ou similaire dans l'espace économique européen dans les deux ans qui précèdent la demande de prime ou, au moment de l'introduction de la demande de prime, ne pas envisager concrètement de cesser une telle activité dans les deux ans suivant l'achèvement du programme d'investissement. ».

**Art. 8.** A l'article 6 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005, 29 septembre 2005, 27 avril 2006 et 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> la phrase liminaire du paragraphe 1<sup>er</sup> est complétée par les mots « portés en immobilisé »;

2<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup>, 1<sup>o</sup>, a), est remplacé par ce qui suit :

« a) des terrains et constructions de bâtiments ainsi que des bâtiments acquis au sens de l'article 2, point 51, b), du Règlement (UE) n<sup>o</sup> 651/2014 qui n'ont pas fait l'objet d'une prime antérieurement; »;

3<sup>o</sup> le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, est complété par le 5<sup>o</sup> rédigé comme suit :

« 5<sup>o</sup> excédant d'au moins 200 % de la valeur comptable des actifs réutilisés telle qu'enregistrée au cours de l'exercice précédent le début des travaux, s'il s'agit de la diversification des activités de l'entreprise. »;

4<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, alinéa 2, les mots « , être exploités exclusivement dans l'entreprise » sont insérés entre les mots « l'entreprise » et « et faire l'objet »;

5<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, g), les mots « aux classes 60.10 à 63.40 » sont remplacés par les mots « aux classes 49.10 à 52.29 »;

6<sup>o</sup> le paragraphe 2, alinéa 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, est complété par les p) et q) rédigés comme suit :

« p) aux infrastructures liées aux activités du secteur de transport défini à l'article 2, point 45, du Règlement n<sup>o</sup> 651/2014;

q) à l'achat de terrain réalisé avant la demande de prime visée à l'article 8, alinéa 1<sup>er</sup>, et 2. ».

**Art. 9.** A l'article 7 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 15 avril 2005 et 27 avril 2006, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, l'alinéa 2 est abrogé;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, 4<sup>o</sup>, les mots « ou se situant dans une zone franche » sont abrogés.

**Art. 10.** A l'article 7bis du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 janvier 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1<sup>o</sup> dans le paragraphe 1<sup>er</sup>, 2<sup>o</sup>, le d) est abrogé;

2<sup>o</sup> dans le paragraphe 2, 2<sup>o</sup>, le c) est abrogé.

**Art. 11.** L'article 8, du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 9 février 2006, 17 janvier 2008, 12 décembre 2008 et 20 février 2014, est remplacé par ce qui suit :

« Art. 8. L'entreprise introduit une demande de prime auprès de l'Administration avant le début des travaux liés au programme d'investissement.

La demande de prime, dont le modèle est déterminé par l'Administration, contient, au moins, les informations suivantes :

1<sup>o</sup> le nom et la taille de l'entreprise;

2<sup>o</sup> une description du programme d'investissement, en ce compris ses dates de début et de fin;

3<sup>o</sup> la localisation du programme d'investissement;

4<sup>o</sup> une liste des coûts du programme d'investissement;

5<sup>o</sup> le type d'aide et le montant du financement public nécessaire pour réaliser le programme d'investissement.

L'Administration accuse réception de la demande de prime dans les quinze jours de la réception de la demande et fixe la date de prise en considération du programme d'investissements qui correspond à la date d'envoi de la demande.



Dans un délai de six mois à compter de la date de l'accusé de réception visé à l'alinéa 3, l'entreprise introduit auprès de l'Administration un dossier sur base d'un formulaire type que l'Administration détermine.

Le Ministre ou le fonctionnaire délégué peut, sur demande préalable de l'entreprise et pour des raisons dûment justifiées, augmenter le délai visé à l'alinéa 4.

Dans le cas où le Ministre estime que l'Administration peut obtenir auprès des sources authentiques les données nécessaires à l'examen de la demande, l'entreprise est dispensée de les transmettre à l'Administration. ».

**Art. 12.** A l'article 9 du même arrêté, modifié par les arrêtés du Gouvernement wallon des 17 janvier 2008 et 20 février 2014, les modifications suivantes sont apportées:

1° l'alinéa 1<sup>er</sup> est remplacé par ce qui suit :

« L'Administration adresse à l'entreprise dans un délai de trente jours à compter de la date de réception du dossier, une demande relative aux renseignements manquants en lui accordant un délai de trente jours afin de compléter son dossier. »;

2° l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Si l'entreprise n'a pas transmis dans les trente jours les renseignements sollicités par l'Administration, une lettre recommandée lui est adressée lui octroyant un nouveau délai de trente jours. Passé ce délai, le Ministre ou le fonctionnaire délégué prend une décision de refus de la prime, notifiée par lettre recommandée à l'entreprise par l'Administration. ».

**Art. 13.** A l'article 12*bis* du même arrêté, inséré par l'arrêté du Gouvernement wallon du 12 décembre 2008, les mots « marché commun » sont remplacés par les mots « marché intérieur ».

**Art. 14.** Le présent arrêté produit ses effets le 1<sup>er</sup> juillet 2014.

**Art. 15.** Le Ministre de l'Economie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 26 février 2015.

Le Ministre-Président,  
P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Economie, de l'Industrie, de l'Innovation et du Numérique,  
J.-C. MARCOURT

---

## ÜBERSETZUNG

### ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/201245]

#### 26. FEBRUAR 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe und zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung dieses Dekrets

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, Artikel 3 § 3, Artikel 4 Abs. 2, Artikel 5 § 4 Abs. 2 und Artikel 6;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe;

Aufgrund des am 15. Dezember 2014 abgegebenen Gutachtens des Finanzinspektors;

Aufgrund des am 22. Januar 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund des gemäß Artikel 3, 2° des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 11. Februar 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 1, 2° der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.030/2;

In Erwägung der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union;

In der Erwägung, dass die Wallonische Regierung aufgrund von Artikel 3, § 3 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 1 und 2 des vorliegenden Erlasses) das Dekret im Hinblick auf die Übereinstimmung mit den kraft der in Artikel 107 bis 109 des Vertrags vorgesehenen Bestimmungen an die gemeinschaftlichen Regeln anzupassen;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 4, Absatz 2 des vorerwähnten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 6 des vorliegenden Erlasses) in Anbetracht der Grundsätze und Ziele der nachhaltigen Entwicklung die in Artikel 4 des vorgenannten Dekrets vom 11. März 2004 erwähnten ausgeschlossenen Bereiche oder Teilbereiche genau festzulegen, damit den Betrieben, die bestimmten, von der Regierung für die regionale Entwicklung als wesentlich erachteten Unterbereichen angehören, nicht geschadet wird;

In der Erwägung, dass die Regierung aufgrund von Artikel 5, § 4, Absatz 2 des vorgenannten Dekrets vom 11. März 2004 vorhat, von der ihr anvertrauten Sonderermächtigung Gebrauch zu machen, um (siehe Artikel 7 des vorliegenden Erlasses) zu bestimmen, welche Investitionen ausgeschlossen werden, dies auf der Grundlage einer ausgeglichenen Berücksichtigung der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, der einschlägigen europäischen Regeln im Bereich der Investitionen, der Bindung der Investitionen an geographische Gebiete und deren Erhaltung zur Konsolidierung oder Schaffung von Arbeitsplätzen;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung, wenn sie die in Artikel 7 des vorliegenden Erlasses genannten verordnungsmäßigen Bedingungen allgemein bestimmt, Ziele verfolgt, die an die Auswirkungen der Investierungsprogramme auf jede der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung gebunden sind;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, einen Mindestbeitrag zur Finanzierung der Programme zu leisten, auf das Bestreben nach einer Einbeziehung der Betriebe in die Verantwortung bei der Umsetzung ihrer Projekte sowie auf die allgemeinen Grundsätze in Zusammenhang mit dem gleichzeitigen Bezug mehrerer öffentlichen Zuschüsse zurückzuführen ist, und dies für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung;

In Erwägung der Tatsache, dass die Verpflichtung für die Betriebe, eine gesunde Finanzlage aufzuweisen, in der Tat für alle drei Komponenten der nachhaltigen Entwicklung daher erklärt werden kann, dass die Regierung Ziele verfolgt, die dem oberen Grundsatz einer zweckmäßigen Benutzung der öffentlichen Gelder unterliegen;

In Erwägung der Tatsache, dass die Regierung befugt ist, bestimmte Investitionen auszuschließen, die der Zielsetzung einer ausgeglichenen Berücksichtigung der Komponenten der nachhaltigen Entwicklung, der einschlägigen europäischen Regeln, der Bindung an geographische Gebiete, die als Entwicklungsgebiete betrachtet werden, und der Erhaltung der Investitionen zur Konsolidierung oder Schaffung von Arbeitsplätzen in diesen Gebieten nicht entsprechen;

In der Erwägung, dass die Gewährleistung der Kontinuität bei der Bewilligung der Investitionsbeihilfen mit regionaler Zielsetzung und die Stellung einer gesetzlichen Grundlage für die ab dem 1. Juli 2014 eingereichten Beihilfeanträge für die Rechtssicherheit entscheidend sind;

Dass ohne eine derartige Rechtsgrundlage davon ausgegangen werden müsste, dass alle ab dem 1. Juli 2014 und bis zum Inkrafttreten des Dekrets und des oder der Erlasse der Wallonischen Regierung zur Umsetzung der vorerwähnten Verordnung eingereichten Anträge neu eingereicht werden müssten;

Dass der durch Artikel 6 der vorgenannten Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 verankerte Grundsatz des Anreizeffektes am Einreichdatum des Beihilfeantrags zu beurteilen ist;

Dass demnach, falls sich erweisen sollte, dass diese Anträge keine gesetzliche Grundlage haben, die Anreizwirkung gegebenenfalls nicht mehr von den antragstellenden Unternehmen gerechtfertigt werden kann, insofern diese gezwungen wären, infolge der späteren Verabschiedung des Erlasses, der den Anträgen eine gesetzliche Grundlage verleiht, einen neuen Antrag einzureichen;

Dass ein Antrag auf Beihilfe keinesfalls ein zugesichertes Anrecht auf Beihilfe bedeutet;

In der Erwägung, dass die neue Karte der staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung 2014-2020 sich als Fortsetzung der Karte 2007-2013 versteht, wobei die Auswahl der zulässigen Gemeinden ab den zur Zeit gedeckten Gebieten stattgefunden hat und die Politik der Beihilfen mit regionaler Zielsetzung eine der vorrangigen Achsen des Marshall 2022-Plans bildet, so dass die Kohärenz zwischen diesen Maßnahmenpaketen berücksichtigt werden muss;

Dass eine Aussetzung der Beihilferegulierung zu regionalen Zwecken der Durchführung der Ziele dieser politischen Maßnahmen schaden würde und dass demnach alle Maßnahmen zur Vermeidung dieser Aussetzung eingesetzt werden müssen;

Dass es angesichts der vorerwähnten Erwägungen wichtig ist, dass die wallonische Regelung zum 1. Juli 2014 rückwirkend gilt;

In Erwägung des Erlasses der Wallonischen Regierung zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020;

Auf Vorschlag des Ministers für Wirtschaft;

Nach Beratung,

Beschließt:

#### KAPITEL I — *Abänderungen des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe*

**Artikel 1** - In Artikel 3, § 2, Absatz 1 des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 12. Dezember 2008, wird der Wortlaut "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 der Kommission vom 6. August 2008 zur Erklärung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Gemeinsamen Markt in Anwendung der Artikel 87 und 88 des EG-Vertrags (allgemeine Gruppenfreistellungsverordnung); nachstehend werden diese Bestimmungen als Anhang I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008 bezeichnet" durch folgenden Wortlaut ersetzt: "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend als "Anhang I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" bezeichnet."

**Art. 2** - In Artikel 11 desselben Dekrets, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 12. Dezember 2008, werden die Wörter "des Anhangs I zur Verordnung (EG) Nr. 800/2008" durch "des Anhangs I zur Verordnung (EU) Nr. 651/2014" ersetzt.

#### KAPITEL II — *Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe*

**Art. 3** - Artikel 1, Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 6. Mai 2004 zur Ausführung des Dekrets vom 11. März 2004 über die regionalen Anreize für Großbetriebe, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 29. September 2005, 27. April 2006, 6. Dezember 2006 und 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 8°, 9°, 10° und 11° werden durch Folgendes ersetzt:

8° die "Verwaltung": die operative Generaldirektion Wirtschaft, Beschäftigung und Forschung des öffentlichen Dienstes der Wallonie;

9° der "beauftragte Beamte": einer der in Artikel 3 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 8. Oktober 2009 über die Vollmachtserteilungen an die statutarischen Bediensteten des Öffentlichen Dienstes der Wallonie erwähnten Beamten, unter Berücksichtigung der im Falle von Abwesenheit oder Verhinderung anwendbaren Regeln gemäß Art. 4 und 5 des besagten Erlasses;

10° die "Entwicklungsgebiete": die kraft Art. 3, § 1, Absatz 2 des Dekrets definierten und in Art. 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 erwähnten Entwicklungsgebiete."

11° das "NACE-BEL-Verzeichnis": das vom Nationalen Statistischen Institut erarbeitete Verzeichnis (NACE-BEL 2008) in Bezug auf die Systematik der Wirtschaftszweige in einem harmonisierten Europäischen Rahmen, so wie durch die Verordnung (EWG) Nr. 3037/90 des Rates vom 9. Oktober 1990 bezüglich der statistischen Systematik der Wirtschaftszweige in der Europäischen Gemeinschaft, abgeändert durch die Verordnung (EWG) Nr. 761/93 der

Kommission vom 24. März 1993, die Verordnung (EG) Nr. 29/2002 vom 19. Dezember 2001, die Verordnung (EG) Nr. 1882/2003 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 29. September 2003 und die Verordnung (EG) Nr. 1893/2006 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 20. Dezember 2006 auferlegt;“;

b) die Ziffer 16° wird durch Folgendes ersetzt:

“16° der “Anfang der Arbeiten“: entweder der Anfang der mit der Investition gebundenen Bauarbeiten, oder die erste rechtsverbindliche Verpflichtung zur Bestellung von Ausrüstungen oder jede andere Verpflichtung, durch welche die Investition nicht rückgängig gemacht werden kann, je nachdem, was als erstes eintritt;“;

c) der Absatz wird durch die Ziffer 21° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“21° die “ähnliche oder vergleichbare Tätigkeit“: jede Tätigkeit, die derselben Gruppe (vierstelliger Kode) des NACE-BEL-Verzeichnisses angehört.“.

**Art. 4 - Artikel 1bis** desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 6. Dezember 2006 und abgeändert durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008, wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 1bis - Die kraft des Dekrets und nach den Bestimmungen vorliegenden Erlasses gewährten Anreize stimmen mit der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 der Kommission vom 17. Juni 2014 zur Feststellung der Vereinbarkeit bestimmter Gruppen von Beihilfen mit dem Binnenmarkt in Anwendung der Artikel 107 und 108 des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union, nachstehend “Verordnung (EU) Nr. 651/2014“ genannt, überein und halten die Höchstbeträge für Beihilfen ein, die im Erlass der Wallonischen Regierung vom 29. Januar 2015 zur Festlegung der Entwicklungsgebiete unter Beachtung von Artikel 107, § 3, c) des Vertrags über die Arbeitsweise der Europäischen Union und der gemäß den Leitlinien betreffend die staatlichen Beihilfen mit regionaler Zielsetzung festgelegten Höchstbeträge für den Zeitraum 2014-2020 bestimmt wurden.“.

**Art. 5 - In Artikel 3** desselben Erlasses werden folgende Änderungen vorgenommen:

a) die Ziffer 1° wird durch Folgendes ersetzt:

“1° der “Betriebssitz“: die Niederlassungseinheit im Sinne von Artikel 2, 6° des Gesetzes vom 16. Januar 2003 zur Schaffung einer Zentralen Datenbank der Unternehmen, zur Modernisierung des Handelsregisters, zur Schaffung von anerkannten Unternehmensschaltern und zur Einführung verschiedener Bestimmungen;“;

b) die Ziffer 5° wird durch Folgendes ersetzt:

“5° die “juristische Person öffentlichen Rechts“: die juristische Person, die die fünf folgenden Kriterien erfüllt:

- a) von der öffentlichen Hand geschaffen worden oder anerkannt sein;
- b) mit der Erbringung eines öffentlichen Dienstes beauftragt sein;
- c) weder der rechtsprechenden noch der gesetzgebenden Gewalt angehören;
- d) in ihrer Arbeitsweise von der öffentlichen Hand kontrolliert oder bestimmt werden;
- e) gegenüber Dritten verbindliche Beschlüsse fassen können.“.

**Art. 6 - Artikel 4** desselben Erlasses wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

“Art. 4 - Der Betrieb und das Investitionsprogramm für Tätigkeitsbereiche, die kraft Art. 4 des Dekrets vom Vorteil der Prämie ausgeschlossen sind, werden unter Bezugnahme auf die Bereiche oder Teilbereiche, die in den folgenden Abschnitten, Klassen und Unterklassen erwähnt sind, bestimmt:

1° 01.1 bis 01.5 des NACE-BEL-Verzeichnisses, außer wenn die Investitionen Tätigkeitsbereiche in Verbindung mit der Verarbeitung und Vermarktung von landwirtschaftlichen Erzeugnissen betreffen, für die keine regionalen Agrarbeihilfen gewährt werden;

2° 05.100 bis 06.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

3° 07.210 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

4° 08.920 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

5° 09.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

6° 09.900 des NACE-BEL-Verzeichnisses für im Lohnauftrag erbrachte Dienstleistungen, die für den (Stein- und Braun-) Kohlenbergbau benötigt werden;

7° 19.200 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Herstellung von Torfbriketts und die Herstellung von Stein- und Braunkohlebriketts;

8° 20.130 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Anreicherung von Uran- und Thoriumerzen;

9° 24.46 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

10° 35 bis 36 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

11° 38.12 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Sammlung radioaktiver Abfälle;

12° 38.222 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Behandlung, die Beseitigung und die Lagerung von radioaktiven Abfällen, außer wenn es sich um die Behandlung und die Beseitigung von schwach radioaktiven Abfällen in der Übergangsphase aus Krankenhäusern handelt, d.h. solchen Abfällen, die sich im Laufe des Transports abbauen werden;

13° 41.1 und die Aktivitäten im Bereich des Grundstücks- und Wohnungswesens nach dem Kode 42 des NACE-Verzeichnisses;

14° 45.11 bis 45.40 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

15° 46.11 bis 46.19 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

16° 47 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

17° 49.10 bis 49.41 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

18° 50.10 bis 51.22 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

19° 52.21 des NACE-BEL-Verzeichnisses für die Bewirtschaftung von Parkplätzen und -häusern oder Fahrradstellplätzen;

20° 53.10 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

21° 55 bis 56.3 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 55.10 und 56.29 und der Unterklasse 55.202;

22° 59 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 59.11, 59.12 und der Unterklassen 59.202, 59.203 und 59.209;

23° 60 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

- 24° 63.9 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 25° 64 bis 68 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 26° 69 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 27° 71.11 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 28° 71.122 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 29° 74.202 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 30° 75 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 31° 77 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 32° 79 des NACE-BEL-Verzeichnisses;
- 33° 81.100 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

34° 85 bis 88 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie die Tätigkeiten in Zusammenhang mit Ausbildungslehrgängen oder der Organisation von Seminaren;

35° 90 bis 93 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Klassen 91.041, 91.042 und 93.212 des NACE-BEL-Verzeichnisses sowie der Unternehmen, die touristische Sehenswürdigkeiten betreiben;

36° 94 bis 98 des NACE-BEL-Verzeichnisses, mit Ausnahme der Unterklasse 96.011 des NACE-BEL-Verzeichnisses;

37° die landwirtschaftlichen Betriebe und die Genossenschaften, die Verarbeitungs- und Vermarktungstätigkeiten durchführen, und die Anspruch auf Agrarbeihilfen haben;

38° der Großvertrieb, dessen Hauptzweck im Verkauf von Gütern an Privatpersonen besteht;

39° die Stahlindustrie im Sinne von Artikel 2, 43 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

40° die Kunstfaserindustrie im Sinne von Artikel 2, 44 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014;

41° der Schiff- und Bootsbausektor.

Der Minister kann den Inhalt der ausgeschlossenen Abschnitte, Klassen oder Unterklassen, sowie die in Absatz 1 erwähnten Begriffe näher bestimmen.

Die Bezugnahme auf das NACE-BEL-Verzeichnis lässt vermuten, dass der Betrieb oder dessen Investitionsprogramm den betroffenen Tätigkeitsbereichen angehört. Der Betrieb kann jedoch feststellen, dass die ihm zugeteilte Nummer des NACE-BEL-Verzeichnisses seinem Tätigkeitsbereich oder dem geplanten Investitionsprogramm nicht entspricht, und angeben, dass er bei der Zentralen Datenbank der Unternehmen die notwendigen Schritte unternommen hat, um eine oder mehrere anderen Code-Nummern des NACE-BEL-Verzeichnisses zu erhalten.“

**Art. 7 -** Artikel 5, Absatz 1 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 6. Dezember 2006 und 12. Dezember 2008, wird wie folgt abgeändert:

a) die Ziffern 2°, 3° und 4° werden durch Folgendes ersetzt:

“ 2° durch eine ehrenwörtliche Erklärung der für den Betrieb verantwortlichen Person bescheinigen, dass der Betrieb mindestens fünfundzwanzig Prozent der Finanzierung des Investitionsprogramms leistet, dies ohne jegliche öffentliche Unterstützung zu erhalten; der Betrieb kann gegebenenfalls von der Verwaltung aufgefordert werden, die erforderlichen Dokumente und Belege vorzulegen, wenn die Akte im Sinne der Regelung als zulässig anerkannt wird;

3° kein Unternehmen in Schwierigkeiten sein im Sinne von Artikel 2, 18 der Verordnung Nr. 651/2014;

4° einen Prämienantrag vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm gebundenen Arbeiten einreichen, nach den in Artikel 8 genannten Modalitäten;“;

b) in Ziffer 5° werden die Wörter „gemeinsamen Markt“ durch „Binnenmarkt“ ersetzt;

c) der Absatz wird durch Ziffer 6°, 7° und 8° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“6° ein Investitionsprogramm zugunsten einer neuen Wirtschaftstätigkeit im Sinne von Artikel 2, 51 der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 durchführen;

7° oder ein Investitionsprogramm durchführen, das auf die Diversifizierung der Tätigkeiten hinsichtlich der technologischen Entwicklung des Produkts, die Anpassung des Produkts an neue, zur Zeit noch nicht genutzte Handelsmöglichkeiten oder die allgemeine Diversifizierung des Produktionsverfahrens abzielt;

8° in den zwei Jahren vor dem Prämienantrag keine ähnliche oder vergleichbare Tätigkeit im europäischen Wirtschaftsraum eingestellt haben oder zum Zeitpunkt der Einreichung des Prämienantrags nicht die konkrete Absicht haben, eine solche Tätigkeit innerhalb von zwei Jahren nach der Vollendung des Investitionsprogramms einzustellen.“

**Art. 8 -** Artikel 6 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005, 29. September 2005, 27. April 2006 und 17. Januar 2008 wird wie folgt abgeändert:

1° in dem einleitenden Satz von § 1 werden die Wörter „die Investitionen“ durch „die als Anlagevermögen gehaltenen Investitionen“ ersetzt;

2° Paragraph 1, Ziffer 1°, Buchstabe a) wird durch Folgendes ersetzt:

“a) Grundstücke und Gebäudekonstruktionen sowie Gebäude, die im Sinne von Artikel 2, 51, b) der Verordnung (EU) Nr. 651/2014 erworben werden, und für die vorher noch keine Prämie gewährt wurde;“;

3° Paragraph 1, Absatz 1 wird durch eine Ziffer 5° mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“5° mindestens 200 % des im Laufe des Geschäftsjahrs vor dem Anfang der Arbeiten eingetragenen Buchwerts der wiederverwendeten Aktiva übertreffen, wenn es sich um eine Diversifizierung der Tätigkeiten des Betriebs handelt.“;

4° in Paragraph 1, Absatz 2 werden die Wörter „, ausschließlich im Betrieb benutzt werden,“ zwischen „getätigt werden“ und „und ggf. vertragliche Garantien aufweisen“ eingefügt;

5° in Paragraph 2, Absatz 1, 2°, g) werden die Wörter „in den Klassen 60.10 bis 63.40“ durch „in den Klassen 49.10 bis 52.29“ ersetzt;

6° Paragraph 2, Absatz 1, 2° wird durch die Buchstaben p) und q) mit folgendem Wortlaut ergänzt:

“p) die Infrastrukturen in Verbindung mit Tätigkeiten des Verkehrssektors nach Artikel 2, 45 der Verordnung Nr. 651/2014;

q) den Kauf von Grundstücken vor dem Prämienantrag nach Artikel 8, Absatz 1 und 2. ».

**Art. 9 -** Artikel 7 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 15. April 2005 und 27. April 2006, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1 wird Absatz 2 aufgehoben;

2° in Paragraph 2, 4° werden die Wörter „oder der sich in einer Freizone befindet“ gestrichen.



**Art. 10** - Artikel 7bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008, wird wie folgt abgeändert:

1° in Paragraph 1, 2° wird Buchstabe d) gestrichen;

2° in Paragraph 2, 2° wird Buchstabe c) gestrichen.

**Art. 11** - Artikel 8 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 9. Februar 2006, 17. Dezember 2008, 12. Dezember 2008 und 20. Februar 2014 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Art. 8 - Vor dem Anfang der mit dem Investitionsprogramm verbundenen Arbeiten reicht der Betrieb einen Prämienantrag bei der Verwaltung ein.

Der Prämienantrag, dessen Muster von der Verwaltung bestimmt wird, enthält mindestens folgende Auskünfte:

1° Name und Größe des Betriebs;

2° eine Beschreibung des Investitionsprogramms, einschließlich der Daten für dessen Anfang und Ende;

3° den Standort des Investitionsprogramms;

4° ein Verzeichnis der Kosten des Investitionsprogramms;

5° die Art der Beihilfe und den Betrag der zur Durchführung des Investitionsprogramms notwendigen öffentlichen Finanzierung.

Innerhalb von fünfzehn Tagen ab dem Eingang des Prämienantrags bestätigt die Verwaltung dessen Empfang und legt das Datum fest, an dem das Investitionsprogramm in Betracht gezogen wird; dieses Datum entspricht dem Tag der Einsendung des Antrags.

Innerhalb einer Frist von sechs Monaten ab dem Datum der in Abs. 3 genannten Empfangsbestätigung reicht der Betrieb eine auf einem von der Verwaltung bestimmten Musterformular basierende Akte bei der Verwaltung ein.

Der Minister oder der beauftragte Beamte kann auf einen vorherigen Antrag des Betriebs und aus gebührend gerechtfertigten Gründen die in Abs. 4 genannte Frist verlängern.

Falls der Minister der Meinung ist, dass die Verwaltung die für die Überprüfung des Antrags notwendigen Angaben bei den ursprünglichen Quellen erhalten kann, wird der Betrieb davon befreit, sie der Verwaltung zu übermitteln."

**Art. 12** - Artikel 9 desselben Erlasses, abgeändert durch die Erlasse der Wallonischen Regierung vom 17. Januar 2008 und 20. Februar 2014, wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch folgende Bestimmung ersetzt:

"Innerhalb einer Frist von dreißig Tagen ab dem Eingang der Akte lässt die Verwaltung dem Betrieb ein Schreiben zukommen, in dem sie die Mitteilung der fehlenden Informationen auffordert und dem Betrieb eine Frist von dreißig Tagen einräumt, um seine Akte zu vervollständigen.";

2° Absatz 2 wird durch folgende Bestimmung ersetzt: "Hat der Betrieb die von der Verwaltung aufgeforderten Auskünfte innerhalb von dreißig Tagen nicht übermittelt, so wird ihm ein Einschreiben zugeschickt, in dem ihm erneut eine dreißigtägige Frist gewährt wird. Nach Ablauf dieser Frist fasst der Minister oder der beauftragte Beamte einen Beschluss zur Ablehnung der Prämie; die Verwaltung teilt dem Betrieb diesen Beschluss per Einschreiben mit."

**Art. 13** - In Artikel 12bis desselben Erlasses, eingefügt durch den Erlass der Wallonischen Regierung vom 12. Dezember 2008, werden die Wörter "gemeinsamen Markt" durch "Binnenmarkt" ersetzt.

**Art. 14** - Der vorliegende Erlass wird am 1. Juli 2014 wirksam.

**Art. 15** - Der Minister für Wirtschaft wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 26. Februar 2015

Der Minister-Präsident

P. MAGNETTE

Der Minister für Wirtschaft, Industrie, Innovation und digitale Technologien

J.-C. MARCOURT

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/201245]

**26 FEBRUARI 2015. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen en tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van dat decreet**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, inzonderheid op de artikelen 3, § 3, 4, tweede lid, 5, § 4, tweede lid, en 6;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van grote ondernemingen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 15 december 2014;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 22 januari 2015;

Gelet op het verslag van 15 december 2014 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op advies nr. 57.030/2 van de Raad van State, gegeven op 11 februari 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 3, § 3, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 de haar toegekende bijzondere machtiging (zie de artikelen 1 en 2 van dit besluit) wil gebruiken om het decreet aan te passen om ervoor te zorgen dat het in overeenstemming is met de Gemeenschapsregels goedgekeurd als bepalingen van de artikelen 107 tot 109 van het verdrag;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 4, tweede lid, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 de haar toegekende bijzondere machtiging (zie artikel 6 van dit besluit) wil gebruiken om, rekening houdend met de beginselen en de doelstellingen van de duurzame ontwikkeling, op nauwgezette wijze de uitgesloten sectoren of sectordelen bedoeld in artikel 4 van het decreet van 11 maart 2004 nader te bepalen om de belangen van ondernemingen uit bepaalde deelsectoren die de Regering als van wezenlijk belang beschouwt voor de gewestelijke ontwikkeling, niet te schenden;

Overwegende dat de Regering krachtens artikel 5, § 4, tweede lid, van voornoemd decreet van 11 maart 2004 de haar toegekende bijzondere machtiging (zie artikel 7 van dit besluit) wil gebruiken om de uitgesloten investeringen te bepalen rekening houdend met het evenwicht tussen de componenten van de duurzame ontwikkeling, de specifieke Europese regels inzake investeringen, hun verankering in een bepaald grondgebied en hun standvastigheid om de consolidering of de creatie van werkgelegenheid te waarborgen;

Overwegende dat de Regering, door op algemene wijze de regelgevende voorwaarden bedoeld in artikel 7 van dit besluit te bepalen, immers doelstellingen nastreeft die verband houden met de effecten die de investeringsprogramma's sorteren op elk onderdeel van de duurzame ontwikkeling;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een minimumfinanciering van de programma's te voorzien, immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden door het streven om de ondernemingen te responsabiliseren in de implementering van hun projecten en door de algemene beginselen verbonden aan het samenvoegen van overheids subsidies;

Overwegende dat de verplichting die de ondernemingen hebben om in een gezonde financiële toestand te verkeren immers in verband met de drie onderdelen van de duurzame ontwikkeling verklaard kan worden doordat de Regering de doelstellingen nastreeft verbonden aan het hoger beginsel van het doelmatig gebruik van overheids geld;

Overwegende dat de Regering bepaalde investeringen die niet beantwoorden aan de doelstellingen van het evenwichtig in overweging nemen van de onderdelen van de duurzame ontwikkeling kan uitsluiten uit de ter zake geldende Europese regels, namelijk de verbondenheid aan grondgebieden die als ontwikkelingsgebieden en gebieden voor het behoud ervan beschouwd worden met het oog op de consolidering en de creatie van werkgelegenheid;

Overwegende dat het fundamenteel is, na 30 juni 2014, te zorgen voor de continuïteit in de toekenning van regionale investeringssteun en een wettelijke basis te verlenen aan de steunaanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 om zo de rechtszekerheid te waarborgen;

Dat bij ontstentenis van zulke wettelijke basis, alle aanvragen ingediend vanaf 1 juli 2014 tot de aanneming van het besluit tot de inwerkingtreding van het decreet en van het (de) Waalse besluit tot omzetting van voornoemde Verordening opnieuw zouden moeten worden ingediend;

Dat het aanmoedigende effect, bekrachtigd bij artikel 6 van voornoemde Verordening (EU) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014, in aanmerking moet worden genomen op de datum van indiening van de steunaanvraag;

Dat als de aanvragen geen wettelijke basis zouden hebben, het aanmoedigende effect dan in voorkomend geval niet meer zou kunnen worden verantwoord door de aanvraag indienende ondernemingen zodra ze een aanvraag zouden moeten indienen na de latere aanneming van het besluit waarbij er een wettelijke basis aan verleend wordt;

Dat een steunaanvraag in geen geval een verworven recht op steun inhoudt;

Dat de nieuwe regionale steunkaart 2014-2020 in het verlengde ligt van de kaart 2007-2013, waarbij de selectie van de in aanmerking komende gemeenten vertrekkende van de heden gedekte gebieden werd verricht en dat het steunbeleid met een gewestelijk doel één van de krachtlijnen is van het Marshall Plan 2022, zodat de samenhang tussen die verschillende beleidskeuzes in overweging werd genomen;

Dat een opschorting van de steunregeling met een gewestelijk doel nadelig zou zijn voor de verwezenlijking van de doelstellingen van dat beleid en dat alle maatregelen ter voorkoming van die opschorting bijgevolg uitgevoerd moeten worden;

Dat het gelet op het voorgaande van belang is dat de Waalse reglementering met terugwerkend effect van toepassing is op 1 juli 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

Op de voordracht van de Minister van Economie;

Na beraadslaging,

Besluit:

*HOOFDSTUK I. — Wijzigingen van het decreet van 11 maart 2004  
betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen*

**Artikel 1.** In artikel 3, § 2, eerste lid, van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 12 december 2008, worden de woorden "bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 van de Commissie van 6 augustus 2008 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 87 en 88 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard (Algemene groepsvrijstellingsverordening), hierna bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008 genoemd" vervangen door de woorden "bijlage I van Verordening (EG) nr. 651/2014 van de Commissie van 17 juni 2014 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard, hierna bijlage I bij Verordening (EG) nr. 651/2014 genoemd".

**Art. 2.** In artikel 11 van hetzelfde decreet, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 12 december 2008, worden de woorden "bijlage I bij Verordening (EG) nr. 800/2008" vervangen door de woorden "bijlage I bij Verordening (EG) nr. 651/2014".

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen*

**Art. 3.** In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 6 mei 2004 tot uitvoering van het decreet van 11 maart 2004 betreffende de gewestelijke incentives ten gunste van de grote ondernemingen, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 29 september 2005, 27 april 2006, 6 december 2006 en 17 januari 2008 worden de volgende wijzigingen aangebracht:

a) punten 8°, 9°, 10° en 11° worden vervangen als volgt:

“8° het “Bestuur” : het Operationele directoraat-generaal Economie, Tewerkstelling en Onderzoek van de Waalse Overheidsdienst;

9° de “gemachtigde ambtenaar”: één van de ambtenaren bedoeld in artikel 3 van het besluit van de Waalse Regering van 8 oktober 2009 betreffende de overdrachten van bevoegdheden aan de statutaire personeelsleden van de Waalse Overheidsdienst houdende met de regels inzake de afwezigheid of verhindering bedoeld in de artikelen 4 en 5 van dit besluit;

10° de “ontwikkelingsgebieden”: de ontwikkelingsgebieden omschreven krachtens artikel 3, § 1, tweede lid, van het decreet en bedoeld in artikel 1 van het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van ontwikkelingsgebieden met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag over de werking van de Europese Gemeenschap en de maximumbedragen vastgesteld overeenkomstig de richtsnoeren betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020;

11° de NACE-BEL-code: de activiteitennomenclatuur uitgewerkt door het Nationaal Instituut voor de Statistiek (NACE-BEL 2008) in ééngemaakt Europees verband, opgelegd bij Verordening (EEG) nr. 30307/90 van 9 oktober 1990 van de Raad betreffende de statistieke nomenclatuur van de economische activiteiten in de Europese Gemeenschap, gewijzigd bij Verordening (EEG) nr. 761/93 van de Commissie van 24 maart 1993, bij Verordening (EG) nr. 29/2002 van 19 december 2001, Verordening (EG) nr. 1882/2003 van het Europees Parlement en van de Raad van 29 september 2009 en bij Verordening (EG) nr. 1893/2006 van het Europees Parlement en van de Raad van 20 december 2006;”;

b) 16° wordt vervangen als volgt:

“16° de “aanvang van de werkzaamheden”: hetzij de start van de bouwwerkzaamheden van de investering, hetzij de eerste vaste toezegging om uitrusting te bestellen, hetzij een andere toezegging die de investering onomkeerbaar maakt, naargelang wat als eerste plaatsvindt;”;

c) het lid wordt aangevuld met een punt 21°, luidend als volgt:

“21 de “gelijke of gelijkwaardige activiteit”: elke activiteit die behoort tot dezelfde categorie (Code met vier cijfers) van de NACE-BEL-code.”.

**Art. 4.** Artikel 1bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 6 december 2006, en gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008, wordt vervangen als volgt:

“Art. 1bis. De krachtens het decreet en de bepalingen van dit besluit toegekende incentives stemmen overeen met Verordening (EG) nr. 651/2004 van de Commissie van 17 juni 2004 waarbij bepaalde categorieën steun op grond van de artikelen 107 en 108 van het Verdrag met de gemeenschappelijke markt verenigbaar worden verklaard, hierna “Verordening (EU) nr.651/2014” genoemd, en met de maximumbedragen vastgesteld bij het besluit van de Waalse Regering van 29 januari 2015 tot vaststelling van de ontwikkelingszones met inachtneming van artikel 107, § 3, punt c, van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie en de maximumbedragen vastgesteld bij de richtlijnen betreffende de regionale steunmaatregelen voor de periode 2014-2020.”.

**Art. 5.** Artikel 3 van hetzelfde besluit wordt gewijzigd als volgt:

a) 1° wordt vervangen als volgt:

“1° de “bedrijfszetel”: de vestigingseenheid zoals bedoeld in artikel 2, 6°, van de wet van 16 januari 2003 tot oprichting van een Kruispuntbank van Ondernemingen, tot modernisering van het handelsregister, tot oprichting van erkende ondernemingsloketten en houdende diverse bepalingen;”;

b) 5° wordt vervangen als volgt:

“5° de “publiekrechtelijke rechtspersoon”: de rechtspersoon die de vijf volgende criteria vervult:

a) door de openbare besturen opgericht of erkend worden;

b) met een openbare dienst belast zijn;

c) niet behoren tot de rechterlijke of wetgevende macht;

d) in zijn werking door de openbare besturen gecontroleerd of bepaald worden;

e) verplichte beslissingen ten opzichte van derden kunnen nemen.”.

**Art. 6.** Artikel 4 van hetzelfde besluit wordt vervangen door wat volgt:

“Art. 4. De onderneming en het investeringsprogramma met betrekking tot de activiteitengebieden die uitgesloten zijn van het voordeel van de premie krachtens artikel 4 van het decreet zijn nader bepaald ten opzichte van de sectoren of sectordelen opgenomen in volgende afdelingen, klassen en onderklassen:

1° 01.1 tot en met 01.5 van de NACE-BEL-code behalve als de investeringen betrekking hebben op activiteitengebieden betreffende de verwerking en commercialisering van landbouwproducten en niet in aanmerking komen voor de gewestelijke landbouwsteun;

2° 05.100 tot en met 06.200 van de NACE-BEL-code;

3° 07.210 van de NACE-BEL-code;

4° 08.920 van de NACE-BEL-code;

5° 09.100 van de NACE-BEL-code;

6° 09.900 van de NACE-BEL-code voor de ondersteunende activiteiten uitgevoerd voor derden i.v.m. de winning van steenkool en bruinkool;

7° 19.200 van de NACE-BEL-code voor de vervaardiging van turfbriketten en de vervaardiging van steenkool- en bruinkoolbriketten;

8° 20.130 NACE-BEL-code voor de productie van verrijkt uranium en verrijkt thorium;

9° 24.46 van de NACE-BEL-code;

10° 35 tot en met 36 van de NACE-BEL-code;

11° 38.12 van de NACE-BEL-code voor de ophaling van kernafval;

12° 38.222 van de NACE-BEL-code voor de behandeling, de verwijdering en de opslag van radioactief kernafval behalve als het gaat om de behandeling en de verwijdering van radioactief overgangsfval van de ziekenhuizen, d.w.z. het afval dat tijdens het transport afgebroken wordt;

13° 41.1 en de vastgoedactiviteiten vermeld in Code 42 van de NACE-BEL-code;

14° 45.11 tot en met 45.40 van de NACE-BEL-code;

15° 46.11 tot en met 46.19 van de NACE-BEL-code;

16° 47 van de NACE-BEL-code;

17° 49.10 tot en met 49.41 van de NACE-BEL-code;

18° 50.10 tot en met 51.22 van de NACE-BEL-code;

19° 52.21 van de NACE-BEL-code voor de exploitatie van parkeerruimten, voertuigen- en fietsenparken;

20° 53.10 van de NACE-BEL-code;

21° 55 tot en met 56.3 met uitzondering van de klassen 55.10 en 56.29 en onderklasse 55.202 van de NACE-BEL-code;

22° 59 met uitzondering van de klassen 59.11 en 59.12 en onderklassen 59.202, 59.203 en 59.209 van de NACE-BEL-code;

23° 60 van de NACE-BEL-code;

24° 63.9 van de NACE-BEL-code;

25° 64 tot en met 68 van de NACE-BEL-code;

26° 69 van de NACE-BEL-code;

27° 71.11 van de NACE-BEL-code;

28° 71.122 van de NACE-BEL-code;

29° 74.202 van de NACE-BEL-code;

30° 75 van de NACE-BEL-code;

31° 77 van de NACE-BEL-code;

32° 79 van de NACE-BEL-code;

33° 81.100 van de NACE-BEL-code;

34° 85 tot en met 88 van de NACE-BEL-code, evenals de activiteiten bestaande uit het verstrekken van opleidingscursussen of de organisatie van seminaria;

35° 90 tot en met 93 met uitzondering van de klassen 91.041, 91.042 en 93.212 van de NACE-BEL-code, evenals de uitbatingen van toeristische bezienswaardigheden;

36° 94 tot en met 98, met uitzondering van onderklasse 96.011 van de NACE-BEL-code;

37° de landbouwbedrijven en de coöperatieve verwerkings- en commercialiseringsvennootschappen die toegang hebben tot de landbouwsteun.

38° de grootdistributie met als hoofddoel de verkoop van goederen aan particulieren;

39° de ijzer-en staalindustrie zoals bepaald in artikel 2, punt 43, van Verordening (EG) nr. 651/2014;

40° de synthetischevezelindustrie zoals bepaald in artikel 2, punt 44, van Verordening (EG) nr. 651/2014

41° de scheepsbouw.

De Minister kan de inhoud van de uitgesloten afdelingen, klassen en onderklassen nader bepalen, alsook de begrippen bedoeld in het eerste lid.

De verwijzing naar de NACE-BEL-code is een vermoeden dat de onderneming of haar investeringsprogramma onder de activiteitengebieden ressorteert. De onderneming kan vaststellen dat de haar toegewezen NACE-BEL-code niet met haar activiteitengebied of met het geplande investeringsprogramma overeenstemt en dat ze bij de Kruispuntbank Ondernemingen stappen heeft ondernomen om één of verschillende andere codes te krijgen.”

**Art. 7.** Artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 6 december 2006 en 12 december 2008 wordt gewijzigd als volgt:

a) punten 2°, 3° en 4° worden vervangen als volgt:

”2° door een verklaring op erewoord van verantwoordelijke van de onderneming bewijzen dat de onderneming een minimum van 25 % van de financiering van het investeringsprogramma op zich neemt zonder het voorwerp uit te maken van een overheidstegemoetkoming; in voorkomend geval kan de onderneming door het Bestuur verzocht worden om de noodzakelijke stukken en bewijzen voor te leggen indien het dossier volgens de regelgeving als in aanmerking komend wordt erkend;

3° geen onderneming in moeilijkheden zijn in de zin artikel 2, punt 18, van Verordening nr. 651/2014;

4° een steunaanvraag indienen voor het begin van de werkzaamheden gebonden aan het investeringsprogramma volgens de modaliteiten bedoeld in artikel 8;”;

b) in 5° worden de woorden ”gemeenschappelijke markt” vervangen door de woorden ”interne markt”.

c) het lid wordt aangevuld met de punten 6°, 7° en 8°, luidend als volgt:

”6° een investeringsprogramma uitvoeren ten gunste van een nieuwe economische activiteit zoals bedoeld in artikel 2, punt 51, van Verordening (EG) nr. 651/2104;

7° of een investeringsprogramma uitvoeren met het oog op de diversificatie van activiteiten op het gebied van de technologische ontwikkeling van het product, de aanpassing van het product om te voldoen aan nog niet-geëxploiteerde afzetmarkten of de algemene diversificatie van het productieproces;

8° niet dezelfde of een vergelijkbare productieactiviteit in de Europese Economische Ruimte (EER) gesloten hebben in een periode van twee jaar vóór de steunaanvraag of, op het tijdstip van de indiening van de steunaanvraag, geen concrete plannen hebben om dit soort activiteit te sluiten in een periode van twee jaar nadat het investeringsprogramma is voltooid.”.

**Art. 8.** Artikel 6 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005, 29 september 2005, 27 april 2006 en 17 januari 2008 wordt gewijzigd als volgt:

1° de inleidende zin van § 1 wordt aangevuld met de woorden ”als vaste activa”;



2° paragraaf 1, 1°, a) wordt vervangen als volgt:

"a) gronden en het bouwen van gebouwen alsook gebouwen aangekocht in de zin van artikel 2, punt 51, b), van Verordening (EU) nr. 651/2014 en die vroeger niet in aanmerking zijn gekomen voor een premie;"

3° paragraaf 1, eerste lid, wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° die ten minste 200 % hoger liggen dan de boekwaarde van de opnieuw gebruikte activa, zoals die in het belastingjaar voorafgaand aan de aanvang van de werkzaamheden is geboekt, als het gaat om de diversificatie van de activiteiten van de onderneming;"

4° in § 1, tweede lid, worden de woorden "uitsluitend in de onderneming geëxploiteerd te worden" ingevoegd tussen de woorden "bij een derde bij de onderneming verworven te worden" en de woorden "en in voorkomend geval het voorwerp";

5° in paragraaf 2, eerste lid, 2°, g), worden de woorden "in de klassen 60.10 tot en met 60.40" vervangen door de woorden "in de klassen 49.10. tot en met 52.29";

6° paragraaf 2, eerste lid, 2° wordt aangevuld met de punten p) en q), luidend als volgt:

"p) de infrastructuren gebonden aan de activiteiten van de vervoersector bepaald in artikel 2, punt 45, van Verordening nr. 651/2014;

q) de aankoop van gronden verricht voor de steunaanvraag bedoeld in artikel 8, eerste en tweede lid."

**Art. 9.** Artikel 7 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 15 april 2005 en 27 april 2006, wordt gewijzigd als volgt:

4° in § 1, wordt het tweede lid opgeheven;

2° in § 2, 4°, worden de woorden "of die zich in een vrijzone bevindt" opgeheven.

**Art. 10.** In artikel 7bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 17 januari 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht:

1° in § 1, 2°, wordt punt d) opgeheven;

2° in § 2, 2°, wordt punt c) opgeheven.

**Art. 11.** Artikel 8 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 9 februari 2006, 17 januari 2008, 12 december 2008 en 20 februari 2014, wordt vervangen als volgt:

"Art. 8. De onderneming dient een steunaanvraag bij het bestuur in voor het begin van de werkzaamheden gebonden aan het investeringsprogramma.

De steunaanvraag, waarvan het model door het Bestuur bepaald wordt, vermeldt minstens de volgende informatie:

1° de naam en de omvang van de onderneming;

2° een omschrijving van het investeringsprogramma, met inbegrip van de data van het begin en het einde ervan;

3° de ligging van het investeringsprogramma;

4° een lijst van de kosten van het investeringsprogramma;

5° het type steun en het bedrag van de openbare financiering die nodig is om het investeringsprogramma uit te voeren.

Het bestuur bericht ontvangst van de steunaanvraag binnen de vijftien dagen te rekenen van de ontvangst van de aanvraag en bepaalt de datum waarop het investeringsprogramma in aanmerking wordt genomen, die overeenstemt met de datum van zending van de aanvraag.

Binnen een termijn van zes maanden te rekenen van de datum van het bericht van ontvangst bedoeld in het derde lid dient de onderneming een dossier bij het bestuur in op basis van een modelformulier bepaald door het bestuur.

De Minister of de gemachtigd ambtenaar kan de termijn bedoeld in het vierde lid op voorafgaandelijk verzoek van de onderneming en om behoorlijk gerechtvaardigde redenen verlengen.

Indien de Minister van mening is dat het bestuur de gegevens die noodzakelijk zijn voor de behandeling van de aanvraag bij de authentieke bronnen kan krijgen, wordt de onderneming ervan vrijgesteld ze aan het bestuur over te maken."

**Art. 12.** Artikel 9 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij de besluiten van de Waalse Regering van 17 januari 2008 en 20 februari 2014, wordt gewijzigd als volgt:

1° het eerste lid wordt vervangen als volgt:

"Het bestuur kan binnen dertig dagen te rekenen van de datum van ontvangst van het dossier een verzoek aan de onderneming richten betreffende de ontbrekende inlichtingen en haar daarbij een termijn van dertig dagen toestaan om haar dossier te vervolledigen;"

2° het tweede lid wordt vervangen als volgt:

"Als de onderneming de inlichtingen waarom het bestuur verzoekt niet binnen dertig dagen heeft overgemaakt, wordt haar een aangetekend schrijven toegestuurd waarbij haar een nieuwe termijn van dertig dagen wordt toegekend. Na die termijn treft de Minister of de gemachtigd ambtenaar een beslissing tot weigering van de premie waarvan het bestuur bij aangetekend schrijven kennis geeft aan de onderneming."

**Art. 13.** In artikel 12bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 12 december 2008, worden de woorden "gemeenschappelijke markt" vervangen door de woorden "interne markt".

**Art. 14.** Dit besluit heeft uitwerking op 1 juli 2014.

**Art. 15.** De Minister van Economie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 26 februari 2015.

De Minister-President,  
P. MAGNETTE

De Minister van Economie, Industrie, Innovatie en Digitale Technologieën,  
J.-C. MARCOURT